

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 3509

[C — 2001/27717]

**14 NOVEMBRE 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif à l'octroi d'une subvention aux propriétaires particuliers pour l'éclaircie
et le débardage au cheval en peuplements feuillus et résineux**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 19 décembre 1854 contenant le Code forestier, notamment le titre XV "Des subventions de la Région wallonne" inséré par le décret du 17 décembre 1992 et modifié par le décret du 16 février 1995;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 relatif à l'octroi d'une subvention aux propriétaires particuliers pour l'éclaircie, modifié par l'arrêté du 6 mars 1997;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 juin 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 juillet 2001;

Vu la délibération du Gouvernement wallon sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis (32.158/4) du Conseil d'Etat, donné le 19 septembre 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant le règlement (C.E.) n^o 1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) et modifiant et abrogeant certains règlements;

Considérant la nécessité d'exécuter sans délai les décisions prises par l'Union européenne;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires, une subvention est attribuée à l'éclaircie et au débardage au cheval à effectuer en peuplements résineux et feuillus. Pour les peuplements de peupliers, seule l'éclaircie en peupliers trembles peut bénéficier d'une subvention.

La subvention est accordée au propriétaire de terrains situés en Région wallonne ou au titulaire, sur de tels biens, d'un droit réel en emportant l'usage.

Ne donnent pas lieu à l'octroi de la subvention les bois qui sont soumis au régime forestier, les bois dont la gestion fait l'objet d'une convention passée avec la Division de la Nature et des Forêts du Ministère de la Région wallonne, ainsi que les bois appartenant à des personnes de droit public belge.

Art. 2. La subvention à l'éclaircie n'est octroyée que si les conditions suivantes sont réunies :

1^o le peuplement doit avoir une hauteur dominante inférieure ou égale à 13 mètres lors de l'abattage, la hauteur dominante étant la moyenne de la hauteur totale des 100 plus gros arbres à l'hectare répartis uniformément sur cette surface;

2^o l'éclaircie peut consister soit en une coupe sélective selon une répartition uniforme sur le terrain soit en une coupe systématique;

3^o la délivrance doit porter au moins sur le tiers du nombre de tiges au moment de l'opération et au maximum sur la moitié de ce nombre, pour autant que ce nombre après éclaircie soit compris entre 700 et 1 500 unités par hectare. Néanmoins, dans le cas où la densité de plantation était inférieure ou égale à 2 000 tiges par hectare, la délivrance peut porter sur au minimum un quart du nombre de tiges;

4^o la subvention n'est accordée que pour une seule intervention au cours de la vie du peuplement, sans nécessairement que ce soit la première éclaircie.

Art. 3. Toute demande de subvention est adressée, par pli recommandé ou déposée contre récépissé, au directeur du centre de la Division Nature et Forêts où se trouve la propriété ou, le cas échéant, la plus grande partie de celle-ci. La demande mentionne les nom, prénoms, et adresse du demandeur et, éventuellement de son mandataire, et indique la nature du droit réel dont il dispose sur le bien.

Elle est accompagnée :

1^o d'un extrait de plan cadastral sur lequel les parcelles, ou parties de parcelles, où se trouvent les peuplements pour lesquels la subvention est sollicitée, sont entourées d'un trait rouge;

2^o d'un extrait de carte topographique au 1/10 000, 1/20 000 ou 1/25 000 sur laquelle sont entourées d'un trait rouge la ou les parcelles concernées;

3^o pour chaque peuplement, d'une brève description qui indique l'étendue, l'écartement à la plantation, l'âge, l'état de l'élagage, la composition des espèces en pourcentage et la hauteur dominante;

4° de la copie de l'agrément du Ministère des Finances pour les groupements forestiers.

Un accusé de réception est adressé au demandeur dans les quinze jours de la réception de la demande.

Art. 4. Il ne peut être introduit qu'une demande de subvention par personne et par année civile.

En cas d'indivision, c'est cette dernière qui est considérée comme ayant introduit la demande et non pas chacun des co-proprétaires. Chaque demande peut inclure une ou plusieurs parcelles.

Art. 5. Les membres du personnel de la Division de la Nature et des Forêts visitent les lieux faisant l'objet de la demande de subvention et y procèdent aux contrôles appropriés, après avertissement du demandeur.

En cas de refus ou d'obstacles posés par le demandeur à l'application du présent article, la subvention lui est refusée.

Art. 6. Le directeur du centre se prononce sur la demande de subvention. Il notifie sa décision au demandeur dans un délai de trente jours à partir de la délivrance de l'accusé de réception de la demande. Les travaux peuvent débuter après la délivrance de l'accusé de réception, sans préjudice de la décision qui sera prise.

Le demandeur peut introduire, par pli recommandé à la poste, un recours auprès du Ministre ou de son délégué contre la décision de refus de subvention ou en cas d'absence de décision du directeur du centre endéans le délai prévu. Le Ministre ou son délégué dispose de trente jours pour adresser notification de sa décision au demandeur, par pli recommandé à la poste.

Art. 7. La subvention à l'éclaircie est fixée à 300 euros (trois cents euros), par hectare sans pouvoir dépasser un montant de 3 000 euros (trois mille euros) par demande.

Cependant, pour toute demande ayant fait l'objet d'une demande de liquidation avant le 31 août 2006, la subvention à l'éclaircie est fixée à 400 euros (quatre cents euros) par hectare de peuplements effectivement éclaircis. Elle ne peut dépasser 4 000 euros (quatre mille euros) par demande.

Ces subventions sont liquidées à concurrence de la superficie à condition que l'opération de martelage soit effectuée en fonction de l'une des deux formules suivantes :

1° soit par le propriétaire lui-même, parents ou alliés jusqu'au troisième degré y compris,

2° soit par un expert ou un technicien indépendant, avec fourniture d'une facture pour prestation de services.

Art. 8. Un supplément de 125 euros par hectare (cent vingt-cinq euros par hectare) est octroyé dans le cas où la demande émane d'un groupement forestier constitué conformément à la loi du 6 mai 1999 visant à promouvoir la création de sociétés civiles de groupements forestiers.

Un supplément de 200 euros par hectare (deux cents euros par hectare) est octroyé dans le cas où le débardage est effectué à l'aide d'un ou de plusieurs chevaux.

Les suppléments prévus aux alinéas 1^{er} et 2 peuvent, le cas échéant, augmenter d'autant le plafond visé à l'article 7.

Art. 9. La subvention à l'éclaircie n'est octroyée que si l'éclaircie est terminée avant que la hauteur dominante du peuplement ne soit inférieure ou égale à 13 mètres et au plus tard dans les deux années qui suivent la décision d'octroi de la subvention.

Le demandeur notifie, par une lettre adressée au directeur de centre, la fin des travaux d'abattage ainsi que le nombre de pieds verts abattus.

La subvention n'est liquidée qu'après vérification par le directeur du centre, ou de son délégué, des travaux et le cas échéant, sur présentation des copies des factures acquittées et/ou des fiches de salaires certifiées conformes par le demandeur.

Art. 10. La subvention au débardage n'est octroyée que si le demandeur fournit pour la liquidation une attestation du débardeur certifiant que le débardage au cheval a été effectué dans la parcelle concernée.

Art. 11. L'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 modifié par l'arrêté du 6 mars 1997 relatif à l'octroi d'une subvention aux propriétaires particuliers pour l'éclaircie en peuplements feuillus et résineux est abrogé.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 13. Le Ministre qui a les Forêts dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 novembre 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2001 — 3509

[C — 2001/27717]

**14. NOVEMBER 2001 — Erlass der Wallonischen Regierung
über die Gewährung eines Zuschusses an Privateigentümer für die Aufflichtung und Abfuhr durch Rückepferde
in Laub- und Nadelholzbeständen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 19. Dezember 1854, das das Forstgesetzbuch beinhaltet, insbesondere des Titels XV "Zuschüsse der Wallonischen Region", eingefügt durch das Dekret vom 17. Dezember 1992 und abgeändert durch das Dekret vom 16. Februar 1995;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 über die Gewährung eines Zuschusses an Privateigentümer für die Aufflichtung von Laub- und Nadelholzbeständen, abgeändert durch den Erlass vom 6. März 1997;

Aufgrund des am 22. Juni 2001 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 19. Juli 2001 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung bezüglich des Antrags auf ein Gutachten des Staatsrats innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet;

Aufgrund des am 19. September 2001 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens (32.158/4) des Staatsrats;

In Erwägung der Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL) und zur Änderung bzw. Aufhebung bestimmter Verordnungen;

In Erwägung der Notwendigkeit, unverzüglich die von der Europäischen Union gefassten Beschlüsse auszuführen;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,

Beschließt:

Artikel 1 - Im Rahmen der Haushaltsmittel wird für die in den Laub- und Nadelholzbeständen durchzuführende Aufflichtung und Abfuhr durch Rückepferde ein Zuschuss gewährt. Für die Pappelbestände kann lediglich für die Aufflichtung von Zitterpappeln ein Zuschuss beansprucht werden.

Der Zuschuss wird dem Eigentümer von in der Wallonischen Region gelegenen Grundstücken oder dem Inhaber eines dinglichen Rechts an solchen Gütern, welches das Nutzungsrecht daran mit sich bringt, gewährt.

Der Zuschuss wird nicht gewährt für die an die Forstregelung gebundenen Wälder, die Wälder, deren Bewirtschaftung Gegenstand einer mit der Abteilung Natur und Forstwesen des Ministeriums der Wallonischen Region getroffenen Vereinbarung ist, sowie die Wälder, die öffentlich-rechtlichen Personen belgischer Staatsangehörigkeit gehören.

Art. 2 - Der Zuschuss für die Aufflichtung wird lediglich unter folgenden Bedingungen gewährt:

1° beim Fällen darf die Oberhöhe des Bestands 13 Meter nicht überschreiten. Die Oberhöhe ergibt sich aus dem Durchschnitt der Gesamthöhe der 100 dicksten Bäume pro Hektar, die auf dieser Fläche gleichmäßig verteilt sind;

2° die Aufflichtung kann entweder durch einen selektiven Schlag entsprechend einer gleichmäßigen Verteilung auf dem Gelände oder durch einen systematischen Schlag erfolgen;

3° die Holzanweisung muss mindestens ein Drittel der Anzahl Stengel zum Zeitpunkt des Vorgangs und höchstens die Hälfte dieser Anzahl betreffen, insofern diese Anzahl nach der Aufflichtung zwischen 700 und 1 500 Einheiten pro Hektar liegt. Falls die Bepflanzungsdichte jedoch 2 000 Stengel pro Hektar nicht überschreitet, kann die Holzanweisung sich auf mindestens ein Viertel der Anzahl Stengel beziehen;

4° der Zuschuss wird lediglich für einen Eingriff im Laufe der Existenz eines Waldbestands gewährt, ohne dass es sich unbedingt um die erste Aufflichtung zu handeln braucht.

Art. 3 - Jeder Antrag auf Zuschuss wird per Einschreiben oder Aufgabe gegen Empfangsbescheinigung an den Direktor des Zentrums der Abteilung Natur und Forstwesen gerichtet, in dem sich das Grundstück oder gegebenenfalls dessen Großteil befindet. In dem Antrag werden Name, Vornamen und Anschrift des Antragstellers und unter Umständen seines Bevollmächtigten angegeben und die Art des dinglichen Rechts vermerkt, über das er für sein Gut verfügt.

Dem Antrag werden folgende Unterlagen beigefügt:

1° ein Auszug aus dem Katasterplan, auf dem die Parzellen bzw. die Teile von Parzellen, wo die Anpflanzungen, für die ein Zuschuss beantragt wird, sich befinden, rot eingekreist sind;

2° ein Auszug aus einer topografischen Karte im Maßstab 1/10 000, 1/20 000 oder 1/25 000, auf der die betreffende(n) Parzelle(n) rot eingekreist sind;

3° für jeden Bestand eine kurze Beschreibung, in der die Fläche, der Bepflanzungsabstand, das Alter, der Zustand der Ausäutung, die Zusammensetzung der Arten in Prozenten und die Oberhöhe angegeben werden;

4° eine Abschrift der Zulassung des Ministeriums der Finanzen für die Forstbetriebsgemeinschaften.

Dem Antragsteller wird innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Erhalt des Antrags eine Empfangsbestätigung zugesandt.

Art. 4 - Es darf lediglich ein Antrag auf Zuschuss pro Person und pro Kalenderjahr eingereicht werden. Im Falle einer Unteilbarkeit wird die ungeteilte Rechtsgemeinschaft als Antragsteller betrachtet und nicht jeder der Miteigentümer. Jeder Antrag kann eine oder mehrere Parzellen einbeziehen.

Art. 5 - Die Personalmitglieder der Abteilung Natur und Forstwesen besichtigen die Gelände, die Gegenstand eines Antrags auf Zuschuss sind, und nehmen dort nach Benachrichtigung des Antragstellers die angemessenen Kontrollen vor.

Falls der Antragsteller die Anwendung des vorliegenden Artikels verweigert oder sich ihr widersetzt, wird der Zuschuss verweigert.

Art. 6 - Der Direktor des Zentrums befindet über den Antrag auf Zuschuss. Er stellt dem Antragsteller seinen Beschluss innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab der Vergabe der Empfangsbestätigung des Antragschreibens zu. Die Arbeiten können nach der Vergabe der Empfangsbestätigung beginnen, ohne dass dem zu erwartenden Beschluss vorgegriffen wird.

Der Antragsteller kann beim Minister oder dessen Bevollmächtigten per Einschreiben bei der Post einen Einspruch gegen den Beschluss bezüglich der Ablehnung des Zuschusses oder bei Fehlen eines Beschlusses innerhalb der vorgesehenen Frist seitens des Direktors des Zentrums einreichen. Der Minister oder dessen Bevollmächtigter verfügen über dreißig Tage, um dem Antragsteller ihren Beschluss per Einschreiben bei der Post zu übermitteln.

Art. 7 - Der Zuschuss für die Aufflichtung wird auf 300 Euro (dreihundert Euro) pro Hektar festgelegt, ohne dass der Betrag 3 000 Euro (dreitausend Euro) je Antrag überschreiten darf.

Für jeden Antrag, der Gegenstand eines Antrags auf Auszahlung vor dem 31. August 2006 gewesen ist, wird der Zuschuss für die Aufflichtung auf 400 Euro (vierhundert Euro) pro Hektar effektiv aufgelichteter Bestände festgelegt. Er darf 4 000 Euro (viertausend Euro) je Antrag nicht überschreiten.

Diese Zuschüsse werden proportional zur Fläche ausgezahlt, vorausgesetzt dass der Anzeichnungsvorgang unter Berücksichtigung einer der beiden nachstehenden Formeln erfolgt :

1° entweder durch den Eigentümer selbst, einschließlich der Verwandten oder angeheirateten Familienmitglieder bis dritten Grades;

2° oder durch einen unabhängigen Fachkundigen oder Techniker unter Vorlage einer Dienstleistungsrechnung.

Art. 8 - Falls der Antrag von einer gemäß dem Gesetz vom 6. Mai 1999 zur Förderung der Gründung von zivilrechtlichen Gesellschaften von Forstbetriebsgemeinschaften gegründeten Forstbetriebsgemeinschaft ausgeht, wird ein zusätzlicher Betrag von 125 Euro pro Hektar (hundertfünfundzwanzig Euro) gewährt.

Falls die Holzabfuhr mittels eines oder mehrerer Rückepferde erfolgt, wird ein zusätzlicher Betrag von 200 Euro pro Hektar (zweihundert Euro) gewährt.

Gegebenenfalls erhöhen die in den Absätzen 1 und 2 vorgesehenen zusätzlichen Beträge ebenso die in Artikel 7 erwähnte Höchstbetragsgrenze.

Art. 9 - Der Zuschuss für die Aufflichtung wird lediglich dann gewährt, wenn die Aufflichtung beendet ist, bevor die Oberhöhe des Bestands 13 Meter nicht überschreitet und spätestens innerhalb von zwei Jahren, die auf den Beschluss zur Gewährung des Zuschusses folgen.

Der Antragsteller teilt dem Direktor des Zentrums brieflich die Beendigung der Fällungsarbeiten, sowie die Anzahl der gefällten grünen Bäume mit.

Der Zuschuss wird lediglich dann ausgezahlt, nachdem der Direktor des Zentrums oder dessen Bevollmächtigter die Arbeiten überprüft hat, gegebenenfalls unter Vorlegung der Abschriften der gezahlten Rechnungen und/oder der durch den Antragsteller beglaubigten Lohnzettel.

Art. 10 - Der Zuschuss für die Holzabfuhr wird lediglich dann gewährt, wenn der Antragsteller für die Auszahlung eine Bescheinigung des Holzückers vorlegt, in der bestätigt wird, dass in der betreffenden Parzelle die Abfuhr durch Rückepferde durchgeführt wurde.

Art. 11 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994, abgeändert durch den Erlass vom 6. März 1997, über die Gewährung eines Zuschusses an Privateigentümer für die Aufflichtung von Laub- und Nadelholzbeständen wird außer Kraft gesetzt.

Art. 12 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 13 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wälder gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 14. November 2001

Der Ministerpräsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2001 — 3509

[C — 2001/27717]

**14 NOVEMBER 2001. — Besluit van de Waalse Regering
tot toekenning van een toelage aan privé-eigenaars voor dunnings- en uitslepingsverrichtingen
met behulp van een paard in loofboom- en naaldboombestanden.**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 19 december 1854 houdende het Boswetboek, inzonderheid op titel XV "Toelagen van het Waalse Gewest" er ingevoegd bij het decreet van 17 december 1992 en gewijzigd bij het decreet van 16 februari 1995;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 tot toekenning van een toelage aan privé-eigenaars voor de dunning, zoals gewijzigd bij het besluit van 6 maart 1997;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 juni 2001;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 juli 2001;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering over het verzoek om een advies dat binnen een termijn niet langer dan een maand door de Raad van State dient te worden gegeven;

Gelet op het advies (32.158/4) van de Raad van State, gegeven op 19 september 2001, overeenkomstig artikel 84, 1^e lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten over de Raad van State;

Rekening houdende met de Verordening (EG) nr. 1257/1999 van de Raad van 17 mei 1999 inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (EOGFL) en tot wijziging en instelling van een aantal verordeningen;

Overwegende dat het noodzakelijk is de door de Europese Unie genomen maatregelen onverwijld uit te voeren;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

Besluit :

Artikel 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten wordt een toelage toegekend voor dunnings- en uitslepingsverrichtingen met behulp van een paard in loofboom- en naaldboombestanden. Wat de populierenbestanden betreft, kan enkel de dunning in ratelpopulieren aanleiding geven tot een toelage.

De toelage wordt toegekend aan de eigenaar van in het Waalse Gewest gelegen terreinen of aan de houder van een zakelijk recht dat het gebruik van zulke goeden tot gevolg heeft.

De bossen onder bosregeling, de bossen waarvan voor het beheer een overeenkomst is afgesloten met de Afdeling Natuur en Bossen van het Ministerie van het Waalse Gewest, evenmin als de bossen van Belgische publiekrechtelijke personen komen in aanmerking voor de toekenning van een toelage.

Art. 2. De toelage voor de dunning wordt slechts toegekend indien de volgende voorwaarden vervuld zijn :

1^o het bestand moet een overheersende hoogte kleiner dan of gelijk aan 13 meter hebben bij de kapping; onder overheersende hoogte wordt verstaan het gemiddelde van de totale hoogte van de 100 dikste bomen per hectare eenvormig over deze oppervlakte verdeeld;

2^o de dunning kan ofwel een eenvormig over de oppervlakte van het terrein verdeelde selectieve kapping ofwel een systematische kapping zijn;

3^o de handeling moet betrekking hebben op minstens een derde van het aantal stammen op het ogenblik van de werken en op maximum de helft van dat aantal, voor zover dat aantal na de dunning tussen 700 en 1 500 eenheden per hectare begrepen is. Indien de beplantingsdichtheid kleiner dan of gelijk aan 2 000 stammen per hectare is, kan de handeling evenwel betrekking hebben op minstens één vierde van het aantal stammen;

4^o de toelage wordt slechts toegekend voor één enkele handeling tijdens de levensduur van het bestand, zonder dat het noodzakelijkerwijs de eerste dunning is.

Art. 3. Iedere aanvraag om toelage wordt per aangetekend schrijven gericht of tegen ontvangstbewijs afgegeven aan de directeur van het centrum van de Afdeling Natuur en Bossen waar de eigendom, of, eventueel, het grootste gedeelte ervan zich bevindt. De aanvraag vermeldt naam, voornamen en adres van de aanvrager en eventueel van zijn machthebber en bepaalt de aard van het zakelijk recht dat hij over het goed heeft.

Daarbij worden gevoegd :

1^o een uittreksel uit het kadastraal plan waarop de percelen of perceeldelen met de bestanden waarvoor de toelage gevraagd wordt met een rode streep omlijnd worden;

2^o een uittreksel uit een topografische kaart op schaal 1/10 000, 1/20 000 of 1/25 000 waarop het (de) betrokken perceel (percelen) in het rood omlijnd zijn;

3^o voor ieder bestand, een beknopte beschrijving met vermelding van de oppervlakte, de plantafstand, de ouderdom, de mate waarin de stammen zijn opgesnoeid, de samenstelling van de soorten uitgedrukt in percent en de overheersende hoogte;

4° wat de bosgroeperingen betreft, een afschrift van de erkenning door het Ministerie van Financiën.

Een ontvangstbevestiging wordt aan de aanvrager binnen vijftien dagen na de ontvangst van de aanvraag toegestuurd.

Art. 4. Er mag slechts één aanvraag om toelage per persoon en per kalenderjaar ingediend worden. In geval van onverdeeltheid wordt deze laatste en niet iedere mede-eigenaar beschouwd als indiener van de aanvraag. Elke aanvraag mag een of meerdere percelen inhouden.

Art. 5. De personeelsleden van de Afdeling Natuur en Bossen bezoeken de plaatsen waarvoor een toelage is aangevraagd en voeren er de gepaste controles uit na kennisgeving ervan aan de aanvrager.

Indien de aanvrager de toepassing van dit artikel weigert of verhindert, wordt de toelage hem geweigerd.

Art. 6. De directeur van het centrum neemt een beslissing in verband met de aanvraag om toelage. Hij geeft kennis van zijn beslissing aan de aanvrager binnen een termijn van dertig dagen vanaf de uitreiking van de ontvangstbevestiging van de aanvraag. De werkzaamheden mogen worden aangevat na de afgifte van de ontvangstbevestiging, ongeacht de te nemen beslissing.

De aanvrager kan bij aangetekende brief een beroep indienen bij de Minister of diens afgevaardigde tegen de beslissing tot weigering van de toelage of indien de directeur van het centrum geen beslissing genomen heeft binnen de voorziene termijn. De Minister of zijn afgevaardigde heeft dertig dagen tijd om zijn beslissing aan de aanvrager bekend te maken bij aangetekende brief.

Art. 7. De toelage voor de dunning is vastgesteld op 300 euro (driehonderd euro) per hectare, zonder het bedrag van 3.000 euro (drie duizend euro) per aanvraag te mogen overschrijden.

Voor elke aanvraag waarvoor een aanvraag tot uitbetaling is ingediend vóór 31 augustus 2006, wordt de toelage voor de dunning evenwel vastgesteld op 400 euro (vierhonderd euro) per hectare daadwerkelijk gedunde bestanden. Zij mag het bedrag van 4.000 euro (vier duizend euro) per aanvraag niet overschrijden.

Deze toelagen worden vereffend overeenkomstig de oppervlakte onder de voorwaarde dat het hameren van de bomen uitgevoerd is volgens één van de twee volgende formules :

1° hetzij door de eigenaar zelf, door bloed- of aanverwanten tot en met de derde graad;

2° hetzij door een deskundige of een zelfstandige technicus, met voorlegging van een factuur voor de verstrekte diensten.

Art. 8. Een bijkomend bedrag van 125 euro per hectare (honderd vijftwintig euro per hectare) wordt toegekend indien de aanvraag wordt gedaan door een bosgroepering samengesteld overeenkomstig de wet van 6 mei 1999 ter bevordering van de oprichting van burgerlijke bosgroeperingsvennootschappen.

Een supplement van 200 euro per hectare (twee honderd euro) wordt toegekend indien het uitslepen geschiedt met behulp van een of meerdere paarden.

De in het eerste en tweede lid bedoelde supplementen kunnen in voorkomend geval het in artikel 7 bedoelde maximumbedrag evenredig verhogen.

Art. 9. De toelage voor dunning wordt enkel toegekend indien de dunning is beëindigd voor dat de overheersende hoogte van het bestand kleiner dan of gelijk aan 13 meter is en ten laatste binnen twee jaar na de beslissing tot toekenning van de toelage.

Bij brief gericht aan de directeur van het centrum geeft de aanvrager kennis van de beëindiging van de kappingswerken alsook van het aantal gevelde groene stammen.

De toelage wordt slechts vereffend na controle van de werken door de directeur of zijn afgevaardigde en in voorkomend geval op voorlegging van de door de aanvrager voor eensluidend verklaarde copies van gekwiteerde facturen en/of loonfiches.

Art. 10. De toelage voor het uitslepen wordt enkel toegekend indien de aanvrager voor de uitbetaling een getuigschrift van de uitsleper voorlegt waarbij bevestigd wordt dat het uitslepen met behulp van een paard in het betrokken perceel uitgevoerd werd.

Art. 11. Het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 tot toekenning van een toelage aan privé-eigenaars voor de dunning, zoals gewijzigd bij het besluit van 6 maart 1997, wordt opgeheven.

Art. 12. Dit besluit wordt van kracht op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 13. De Minister tot wiens bevoegdheden de Bossen behoren is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 november 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART